

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le

Plan d'occupation du sol

« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer »

Exposé des motifs

L'élaboration du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer » s'inscrit dans la planification d'urgence d'accueil massif de demandeurs de protection internationale dont la coordination a été confiée au Haut-Commissariat à la Protection Nationale (HCPN) par le Gouvernement en conseil en date du 24 juillet 2015 sur demande de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration. Les plans d'occupation du sol sont destinés à désigner les terrains nécessaires à l'établissement de centres de primo-accueil moyen terme.

1. Considérations générales

La crise au Moyen-Orient et en particulier les guerres civiles en Irak et en Syrie ont généré d'importants flux de migrants en direction de l'Europe.

Le Luxembourg figure parmi les Etats signataires de la « Convention relative au statut des réfugiés » signée en date du 28 juillet 1951.

Ainsi, au Luxembourg, le mandat pour la planification d'urgence d'accueil massif de DPI a été confié au HCPN qui effectue ces travaux ensemble avec l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI) et en coopération étroite avec une multitude d'acteurs publics et privés.

Dans sa séance du 11 septembre 2015, le Conseil de Gouvernement a approuvé le concept pour la première phase d'urgence élaboré par le HCPN en collaboration avec l'OLAI.

Dans ce cadre, deux catégories de centres de primo-accueil (CPA) ont été créées ou sont en cours de création :

- Des CPA court terme à installer et à activer dans un laps de temps assez court);
- Des CPA moyen terme dont la mise en service pourrait se faire à partir de mi-2016 (villages-conteneurs pour environ 300 DPI par site sur des sites distincts avec une extension projetée jusqu'à 600 lits par site – 4 personnes par conteneur au lieu de 2. Cette extension ne se fera uniquement en cas d'urgence absolue et sur décision du Gouvernement en conseil).

Le HCPN assure la coordination de l'identification, de la mise en place et de l'équipement des CPA ensemble avec notamment l'OLAI, l'Administration des services de secours (ASS) pour le court terme et l'Administration des Bâtiments Publics (ABP) pour le moyen terme.

L'OLAI assure ensemble avec ses partenaires (Croix-Rouge, Caritas, etc.) l'exploitation des CPA et l'encadrement des DPI.

Les CPA moyen terme sont destinés à l'accueil des demandeurs de protection internationale. Une fois qu'elles ont obtenu le statut de bénéficiaires de protection internationale, ces personnes sont réparties sur l'ensemble des communes du pays. Pendant une courte période transitoire au cours de laquelle leur relogement est organisé, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale continuent à résider sur le site.

Dans sa séance du 23 octobre 2015, le Conseil de Gouvernement a décidé de charger le ministre ayant le Développement durable et les Infrastructures dans ses attributions en collaboration avec un groupe de travail de l'élaboration de quatre plans d'occupation du sol (POS) avec l'objet d'y établir lesdites structures d'accueil sur les territoires des communes de Mamer, Junglinster, Mamer et Steinfort.

2. Le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer »

Le POS « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer » a, comme son nom l'indique, pour objectif de désigner une zone dans laquelle des structures d'accueil provisoires – les centres de primo-accueil moyen terme – peuvent être érigées.

En effet, le plan d'occupation du sol est un instrument prévu par la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire qui porte sur l'aménagement d'une aire déterminée, définie à l'échelle cadastrale, en y conférant une affectation précise et détaillée, en interdisant des affectations déterminées ou en soumettant celles-ci à des conditions particulières.

D'après l'art. 19(1) de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, le POS déclaré obligatoire modifie de plein droit les plans et projets d'aménagement général et les plans et projets d'aménagement particulier des communes.

La partie écrite de l'avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le POS en question contient des indications quant au mode et au degré d'utilisation du sol ainsi que l'intégration dans le tissu urbain existant des terrains ou ensembles de terrains qui en font l'objet.

L'obligation internationale justifie la mise en œuvre de l'instrument du POS. En effet, les communes seules ne doivent pas porter la charge administrative et la responsabilité qui découle de cet enjeu national. Dans ce contexte, l'instrument du POS permet une approche nationale.

Par ailleurs, la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement impose une évaluation environnementale stratégique à tout plan ou programme élaborés pour les secteurs de l'aménagement du territoire urbain

et rural ou de l'affectation des sols et qui définissent le cadre dans lequel la mise en œuvre des projets énumérés aux annexes I et II de la directive modifiée 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement pourra être autorisée à l'avenir.

Or, l'article 2(3) introduit une dérogation pour les plans et programmes qui déterminent l'utilisation de petites zones au niveau local ou des modifications mineures de plans ou programmes existants. Ainsi, il a été décidé de déroger à l'obligation d'élaboration d'une évaluation environnementale stratégique pour le POS « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer » étant donné que seules de petites zones au niveau local sont concernées. Cette décision a été prise par le ministre ayant l'aménagement du territoire dans ses attributions, la ministre de l'Environnement ayant été entendu en son avis.

Toutefois, afin d'écartier tout risque d'incidence sur l'environnement, il a été procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales. Celle-ci conclut qu'aucune incidence notable n'est à attendre lors de la mise en œuvre du plan susmentionné.

**Avant-projet de règlement grand-ducal du XXX déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol
« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés
de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à
Mamer »**

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Vu la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, et notamment ses articles 12 à 15, paragraphe 2 ;

Vu la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

Vu la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ;

Vu la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain ;

Vu l'évaluation des incidences sur l'environnement ;

Vu la décision du Gouvernement en conseil du 23 octobre 2015 concernant l'élaboration de quatre plans d'occupation du sol avec l'objet d'y établir des structures d'accueil pour les demandeurs de protection internationale, les déboutés de la procédure de protection internationale et les bénéficiaires d'une protection internationale ;

Vu la décision Gouvernement en Conseil du 30 octobre 2015 concernant l'abrogation partielle du plan d'occupation du sol arrêté par le Conseil de Gouvernement en date du 8 décembre 2006 et déclaré obligatoire par le règlement grand-ducal du 13 mai 2008 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol « Campus scolaire Tossebiérg et environs ».

Vu la délibération du conseil communal de la commune de Mamer du xxx ;

Vu l'avis du Conseil supérieur de l'aménagement du territoire en date du ... ;

Vu les observations introduites dans le cadre de la procédure prévue à l'article 13 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire ;

Les avis de la Chambre de ... ayant été demandés ;

Vu l'article 2, paragraphe 1^{er}, de la loi modifiée du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre du Développement durable et des Infrastructures, et après délibération du Gouvernement en conseil ;

Arrêtons:

Art. 1^{er}.

Est déclaré obligatoire le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer ».

Art. 2.

Les terrains couverts par le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer » sont définis sur un document cartographique à l'échelle 1 : 2 500 et intitulé « plan d'ensemble 1 » couvrant une partie du territoire de la commune de Mamer.

Le document cartographique à l'échelle 1 : 2 500 et intitulé « plan d'ensemble 2 » désigne les terrains exclus du règlement grand-ducal du 13 mai 2008 déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol « Campus scolaire Tossebiérg et environs » par son abrogation par le présent règlement grand-ducal.

Ces documents constituent la partie graphique du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer » et font partie intégrante du présent règlement.

Avant-projet de règlement grand-ducal déclarant obligatoire le

Plan d'occupation du sol

« Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer »

Commentaire des articles

Ad article 1^{er}

L'article 1^{er} dispose que le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer » est déclaré obligatoire conformément aux exigences légales posées par la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire.

Ad article 2

L'article 2 introduit la partie graphique du plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer » qui fait partie intégrante du projet de plan.

Ad article 3

L'article 3 définit le mode d'occupation du sol des terrains couverts par le projet de plan d'occupation du sol.

Ad article 4

L'article 4 précise le mode d'occupation du sol.

Ad article 5

Tel que prescrit par l'article 11 de la loi du 30 juillet 2013 concernant l'aménagement du territoire, l'article 5 précise le degré d'utilisation du sol en définissant un plafond pour le coefficient d'occupation du sol (COS) et le coefficient d'utilisation du sol (CUS). Le COS et le CUS sont des applications des coefficients de densité issus du règlement grand-ducal du 28 juillet 2011 concernant le contenu du plan d'aménagement général d'une commune.

Ad article 6

En définissant le recul par rapport aux limites de parcelle et en limitant la hauteur des infrastructures destinées au séjour, l'article 6 donne des indications concernant l'intégration dans le tissu urbain existant des terrains concernés.

Ad article 7

L'article 7 précise que la partie graphique du projet de POS – dont seuls les plans originaux font foi et non les reproductions – est consultable auprès du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, ainsi qu'auprès de l'administration communale de Mamer.

Ad article 8

L'article 8 dispose que la mise en valeur des terrains classés en zone de bâtiments et d'aménagements publics par le présent règlement se fera directement sur base du plan d'occupation du sol, c'est-à-dire que l'établissement préalable d'un plan d'aménagement particulier n'est pas nécessaire.

Ad article 9

L'article 9 abroge partiellement le plan d'occupation du sol « Campus scolaire Tossebiérg et environs » pour en exclure certaines parcelles ou parties de parcelles sur lesquelles le plan

d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer » sera établi.

Ad article 10

Formule exécutoire.

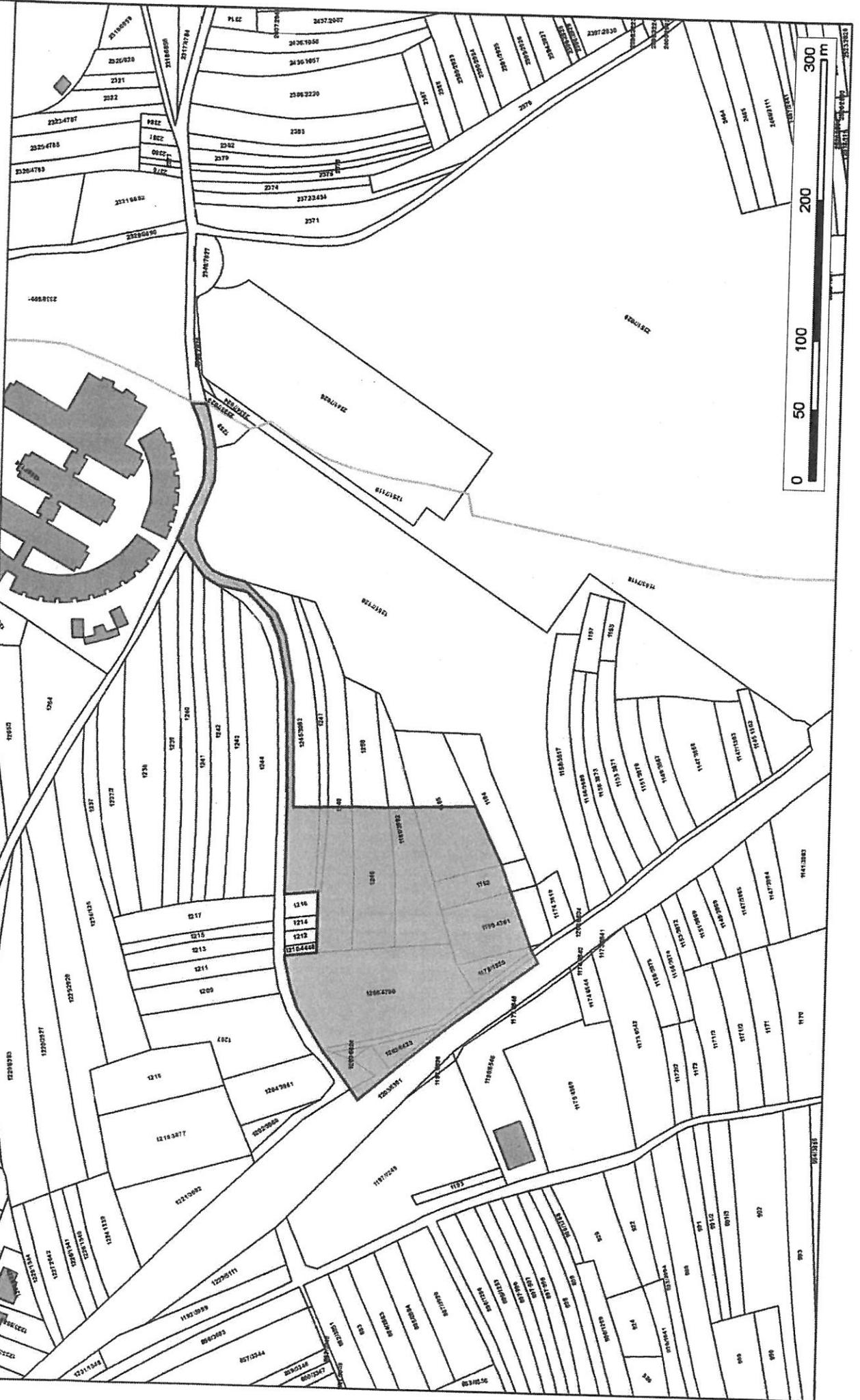
Fiche financière.

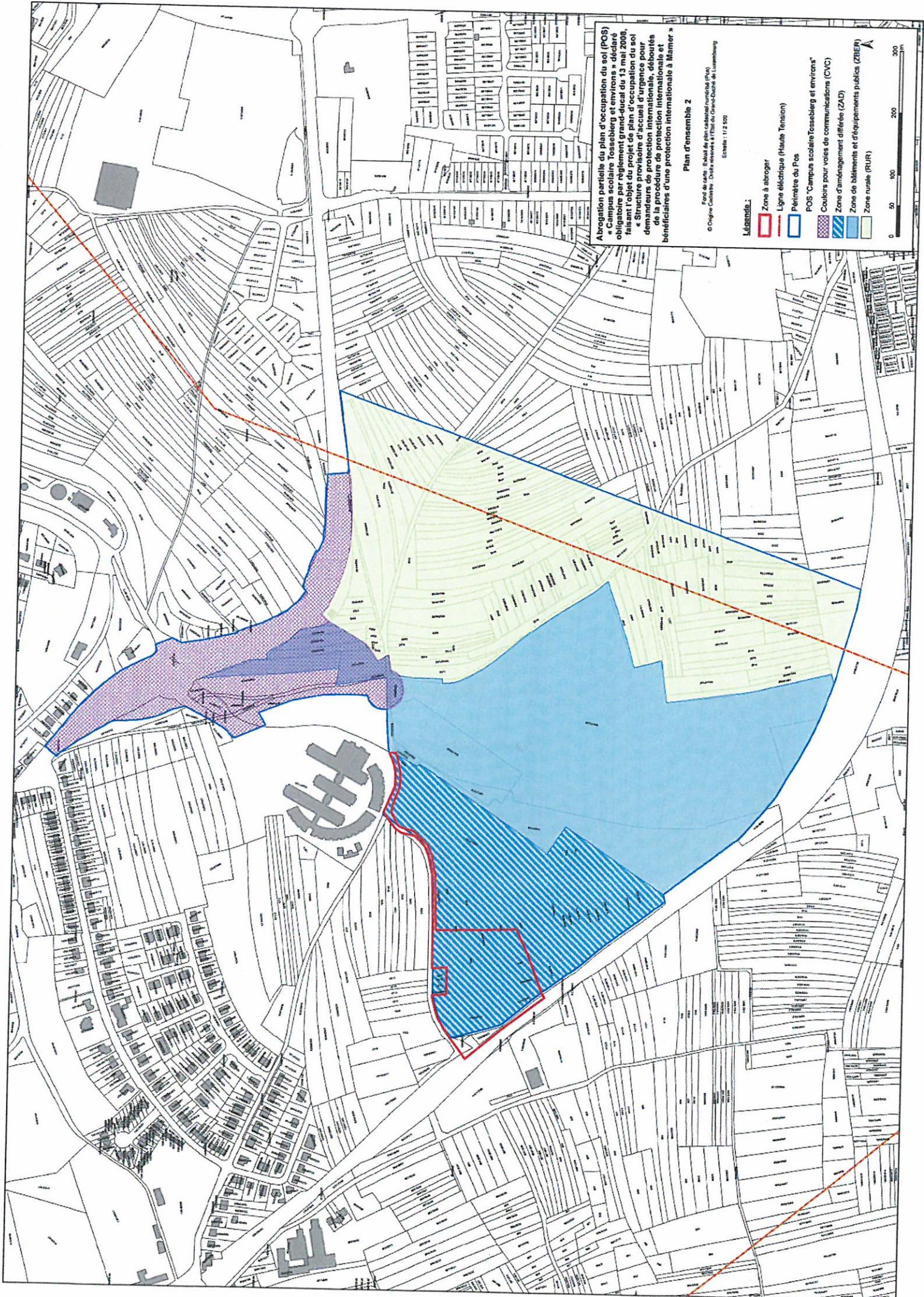
Non applicable.

Projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer »
Plan d'ensemble 1 - Commune de Mamer

Fond de carte : Extrait de plan cadastral numérisé (Pcn) ; © Origine Cadastre ; Droits réservés à l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg - Copie et reproduction interdites
Echelle : 1:2.100

Zone de bâtiments et d'équipements publics (ZBEP)
Limite communale





Abrogation partielle du plan d'occupation du sol (POS)
 « Campus scolaire Tosselberg et environs » déclaré
 obligatoire par règlement grand-ducal du 13 mai 2008,
 faisant l'objet du projet de plan d'occupation du sol,
 « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour
 demandeurs de protection internationale, déboutés
 de la procédure de protection internationale et
 bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer »

Plan d'ensemble 2

Fond de carte : Extrait de plan cadastral numérisé (PCN)
 © Origine : Centre de Données Géographiques de Luxembourg
 Echelle : 1/2 500

Légende :

- Zone à abroger
- Ligne électrique (Haute Tension)
- Périmètre du Pos
- POS "Campus scolaire Tosselberg et environs"
- Couloirs pour voies de communications (CVC)
- Zone d'aménagement différée (ZAD)
- Zone de bâtiments et d'équipements publics (ZBER)
- Zone rurale (RUR)



ADMINISTRATION DES BÂTIMENTS PUBLICS



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures



Strategische Umweltprüfung zum POS „Flüchtlingsdorf Mamer“

Phase 1: Umwelterheblichkeitsprüfung

Oktober 2015



LUXPLAN S.A.

Auftraggeber

MINISTÈRE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DES INFRASTRUCTURES

Administration des bâtiments publics

10, rue du Saint Esprit
L – 1475 Luxembourg
Tél. : +352 461919
Fax : +352 461919-555
email: info@abp.public.lu - Internet: www.abp.public.lu



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Auftragnehmer

LUXPLAN S.A.

Ingénieurs conseils
B.P. 108
L-8303 Capellen
Tél.: + 352 26 39 0-1
Fax: + 352 30 56 09
Internet : www.luxplan.lu



Projektnummer	20151670-LP-DIR	
Befreuung	Name	Datum
Erstellt von	Judith Boveland, M.Sc. Umweltwissenschaften	Oktober 2015
Geprüft von	Andreas Wener, Dipl. Geograph	Oktober 2015

H:\Boveland Judith\Containterduerf_Mamer.docx

Strategische Umweltprüfung zum POS „Rüchtingsdorf Mamer“ – Phase 1 Umwelterheblichkeitsprüfung



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

INHALT

1	1	1
1.1	ZIELSETZUNG, GESETZLICHE VORGABEN UND SUP-PROZESS.....	1
1.2	METHODIK.....	4
1.3	ÜBERGEORDNETE ZIELE, PLÄNE UND PROJEKTE DER RAUMORDNUNG SOWIE EINER NACHHALTIGEN ENTWICKLUNG.....	5
1.4	KUMULATIVE AUSWIRKUNGEN.....	5
2	2	6
3	3	14
3.1	BESTANDSSITUATION	14
3.2	KOMPENSATIONSMABNAHMEN	15
4	4	18



QUELLEN

- **Alllasten** : Cadastre des Anciennes décharges et sites contaminés, CADDECH, Administration de l'Environnement.
- **Katasterkarte** : © Origine Cadastre : Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (2000) – Copie et reproduction interdites.
- **Leitfaden zur Strategischen Umweltprüfung für die Ausarbeitung des Plan d'Aménagement Général 2013**: Département de l'environnement, Ministère du Développement durable et des Infrastructures (MDDI).
- **Topografische Karten** : Fond topographique © Origine: Administration du Cadastre et de la Topographie, Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (1993-2001).
- **Unterlagen der SUP zum PAG der Gemeinde Mamer (inkl. Stellungnahmen von ProChirop und COL)**

Plangrundlagen des Datenblatts:

- **Auszug aus der OBS (2007)** Quelle: □ Origine Ministère de l'Environnement: Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg – Copie et reproduction interdites
- **Auszug aus dem PAG** Quelle: SIGcom (mit freundlicher Genehmigung der Gemeinde Esch-sur-Sûre)
- **Biotoptypen nach Art. 17** Fond topographique © Origine: Administration du Cadastre et de la Topographie, Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (1993-2001).
- **Luftbild, Orthofotos 2010** Quelle: © Origine Cadastre: Droits réservés à l'Etat du Grand Duché de Luxembourg (2010) – Copie et reproduction interdites.



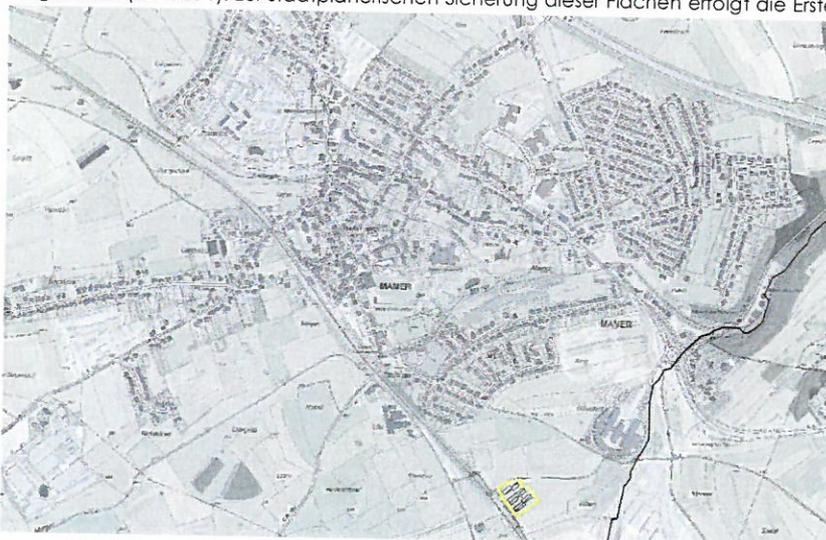
LUXPLAN S.A.

II

1 EINLEITUNG

1.1 ZIELSETZUNG, GESETZLICHE VORGABEN UND SUP-PROZESS

Vor dem Hintergrund der derzeitigen, europaweiten Flüchtlingssituation, insbesondere dem sehr hohen Zustrom von Kriegs- und Bürgerkriegsflüchtlings hat das Großherzogtum Luxemburg sich entschlossen, vermehrt Flüchtlinge aufzunehmen. Im Zuge dessen sieht der Staat Luxemburg in mehreren Gemeinden (u.a. Mamer, Steinfort, Diekirch und Junglinster) die Errichtung von jeweils einem „Containerdorf“ für die temporäre Unterbringung von Flüchtlingen vor. Die gesamte Anlage ist von temporärer Dauer. In der Gemeinde Mamer ist hierfür eine Ackerfläche im Osten der Gemeinde, zwischen den Fluren „ënnert Ältersteen“ und „an Héiwéng“ vorgesehen (s. Abb. 1). Zur stadtplanerischen Sicherung dieser Flächen erfolgt die Erstellung eines Plan d'occupation du sol (POS),



welcher der PAG-Ausweisung übergeordnet ist. Dieser wird aus dem derzeit bestehenden POS „Campus scolaire Tossebiérg et environs“ (s. PAG projet) ausgegliedert und als eigenständiger POS geführt, der übrige Bereich verbleibt im POS „Campus scolaire Tossebiérg et environs“.

Abb. 1: Lage der Planzone (gelb) im Kontext der Ortschaft Mamer.



LUXPLAN S.A.

1

Das Gesetz vom 22. Mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement sieht vor, dass die Auswirkungen von Plänen und Programmen auf die Umwelt in einer Strategischen Umweltprüfung (SUP) ermittelt, beschrieben und bewertet werden. Die Aufstellung eines Plan d'occupation du sol gehört zu diesen Plänen und muss somit einer SUP unterzogen werden. Das Ministère du Développement durable et des Infrastructures – Administration des bâtiments publics, Luxembourg, beauftragte das Büro LUXPLAN S.A., Capellen, zur Ausarbeitung dieser SUP.

Der vorgesehene Ablauf im SUP-Prozess ist im Leitfaden zur Strategischen Umweltprüfung (Juni 2013, S. 8) in Kapitel 3 "SUP-Prozedurale Rahmenbedingungen" in einem Ablauf-Blockdiagramm übersichtlich dargestellt und kann dort nachvollzogen werden. In der ersten Phase der SUP, der **Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP)**, werden solche, zur Umklassierung vorgesehenen Zonen untersucht, um bereits in einer frühen Phase der Planungen erhebliche Auswirkungen auf die Umwelt generell oder auf bestimmte Schutzgüter ausschließen oder definieren zu können. Die Bewertung der potentiellen Umweltauswirkungen erfolgt gemäß dem Leitfaden zur SUP unter Verwendung der sogenannten Wirkungsmatrix, ergänzt durch die erläuternde Erheblichkeitsmatrix. In diesen Arbeitshilfen werden die folgenden Schutzgüter betrachtet, wobei verschiedene Einflussfaktoren in die Bewertung miteinbezogen werden:

- ❑ **Bevölkerung und Gesundheit des Menschen**
(Gesundheit und Wohlbefinden, Wohnqualität, Gegenseitige Verträglichkeit benachbarter Nutzungsarten, Lärm, Schadstoffe und elektromagnetische Felder, Erholung und innerörtliche Grünzüge)
- ❑ **Pflanzen, Tiere und biologische Vielfalt**
(Geschützte Tierarten, Pflanzenarten und Lebensräume, Landschaftszerschneidung, Waldkorridore und Biotopvernetzung, EU-Natura-2000-Schutzgebiete, IBA-Gebiete und Naturschutzgebiete)
- ❑ **Boden**
(Bodenqualität, Altlasten und Schadstoffeinträge, Flächeninanspruchnahme und Versiegelungsgrad, Gelände-Veränderungen, Naturgefahren, Hangrutschgefahr)
- ❑ **Wasser**
(Grundwasser, Oberflächenwasser, Naturnähe der Fließ- und Stillgewässer, Überschwemmungsgefahr, Trinkwasserschutz)
- ❑ **Klima und Luft**
(Meso- und Mikroklima, Frischluftentstehungsgebiete und wichtige Abflussbahnen, Luftschadstoffe)



LUXPLAN S.A.

2

- ❑ **Landschaft**
(Visuelle Auswirkungen auf Ortsränder und Landschaft, Innerörtliche Freiflächen und Grünzüge / Erholungsgebiete, Stadt- und Ortsbild)
- ❑ **Kultur- und Sachgüter**
(Kulturerbe, Archäologische Schutzgebiete, Elemente der Kulturlandschaft und Naturerbe, Landwirtschaftliche Nutzung, Fortwirtschaftliche Nutzung)
- ❑ **Sonstiges**

Die Bewertung der Auswirkungen auf die verschiedenen Schutzgüter wird anhand einer fünfstufigen Klassifizierung durchgeführt. Für jedes Schutzgut und die hiermit vergesellschafteten Einflussfaktoren wird im Einzelnen erfasst, ob durch die Planung nennenswerte Impakte auftreten können. Im Falle der ersten drei Klassen (I, II, III) sind die Umweltauswirkungen als nicht erheblich definiert. Die Erheblichkeitsschwelle wird nicht überschritten. Werden jedoch die Klassen IV und V zur Bewertung einer Planung vergeben, so sind erhebliche Effekte nicht ausgeschlossen, was die Betrachtung der Planfläche in der zweiten Phase der SUP, der **Detail- und Ergänzungsprüfung**, erfordert. Hier werden die Gesamtsituation sowie die Einflüsse der Planung auf den bestehenden Raum genauer betrachtet.

Die folgenden, ebenfalls im Leitfaden zur SUP (Version Juni 2013) angegebenen neun Umweltziele stellen innerhalb der Prozedur einen übergeordneten Bewertungsrahmen der SUP dar, der bei Planungen im Großherzogtum Luxemburg generell Beachtung finden soll:

- Ziel 01** Reduktion der Treibhausgasemissionen um 20 % bis 2020
- Ziel 02** Stabilisierung des nationalen Bodenverbrauchs auf 1 ha/Tag bis spätestens 2020
- Ziel 03** Guter Zustand der Grund- und Oberflächengewässer bis 2015
- Ziel 04** Stopp des Verlustes an biologischer Vielfalt
- Ziel 05** Bewahrung eines guten Erhaltungszustandes der zu schützenden Lebensräume und Arten der FFH- und EU-Vogelschutzrichtlinie
- Ziel 06** Kein Überschreiten der Grenzwerte für Stickstoffdioxide und Feinstaubpartikel
- Ziel 07** Verringerung der Lärmbelastung in der Gesamtbilanz
- Ziel 08** Verbesserung des Modal Split zwischen ÖV und MIV auf 25/75



LUXPLAN S.A.

3

Ziel 09 Kein weiterer Verlust hochwertiger Landschaften, Kultur- oder Sachgüter

Die Methodik, die den Entscheidungsprozess lenkt, ob eine Planfläche im SUP-Prozess zu betrachten ist oder nicht, wird ebenfalls im Leitfaden zur SUP (2013) definiert und im folgenden Unterkapitel (Kap. 1.2) aufgegriffen.

1.2 METHODIK

Als Grundlage und zur Übersicht über die geplante Maßnahme dient dem beauftragten Bureau d'Étude der aktuellste Stand der Planungen. Da die Fläche bereits Bestandteil der Untersuchungsfläche MM im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Mamer war auf die vorhandenen Studien (Fledermauskundliche Stellungnahme von ProChirop 2015, Analyse der avifaunistischen Daten durch die COL 2012 sowie die Ergebnisse der SUP, inkl. UEP und DEP von LUXPLAN S.A. 2015) zurückgegriffen. Die zu überplanende Zone wird hinsichtlich potentieller, erheblicher Umweltauswirkungen überprüft. Gemäß dem Leitfaden zur SUP (2013, S. 23 ff) werden diverse Fälle unterschieden, wann die Prüfung einer Planfläche notwendig wird. Für die Planung im vorliegenden Fall sind im wesentlichen die folgenden Aspekte ausschlaggebend (SUP-Leitfaden, S. 23):

□ Flächen, für die eine Nutzungsänderung erfolgen soll:

Eine Nutzungsänderung kann eine erhebliche Auswirkung bedeuten, wenn die geplante Nutzung einen höheren Umweltimpakt nach sich ziehen kann oder sensibler gegenüber der Umwelt ist als die bestehende Nutzung (z. B. eine Umnutzung von Gewerbeflächen in Wohnbauland und umgekehrt). Ist dies der Fall, ist die betroffene Fläche als Untersuchungsfläche im Rahmen der SUP zu betrachten.

□ Unbebaute Flächen:

Größere, unbebaute Freiflächen können erhebliche Auswirkungen aufgrund der Planung bewirken. Sie sind als Untersuchungsflächen zu identifizieren, eine Untersuchung im Rahmen der SUP ist erforderlich.

Im vorliegenden Fall ist die Durchführung einer SUP erforderlich, da für die Fläche, wo das Containerdorf entstehen soll, ein Plan d'occupation du sol erstellt wird.



LUXPLAN S.A.

4

1.3 ÜBERGEORDNETE ZIELE, PLÄNE UND PROJEKTE DER RAUMORDNUNG SOWIE EINER NACHHALTIGEN ENTWICKLUNG

Eine ausführliche Darstellung der übergeordneten Planungen und Leitlinien, die unter anderem durch das Programme Directeur d'aménagement du territoire (PDAT 2003), das Integrative Verkehrs- und Landesentwicklungskonzept (IVL 2004) oder die Plans Sectoriels für Luxemburg und dessen verschiedene Regionen vorgegeben sind, ist in der derzeit in Prozedur befindlichen Umwelterheblichkeitsprüfung (UEP) für die Gesamtgemeinde sowie in der Etude préparatoire zum PAG zu finden. Auf jene Dokumente soll an dieser Stelle verwiesen werden.

1.4 KUMULATIVE AUSWIRKUNGEN

Kumulative Effekte können entstehen, wenn nicht nur eine Planfläche alleine im betreffenden Landschaftsraum umgenutzt werden soll, sondern mehrere Zonen und deren Nutzung dazu führen, dass das Zusammenwirken verschiedener Einflussfaktoren (z. B. Flächenverbrauch, Licht, Lärm, stoffliche Emissionen, Artenschutz etc.) erhebliche Auswirkungen auf eines oder mehrere Schutzgüter bedingt.

Im Falle der betrachteten Planfläche handelt es sich um ein Areal von ca. 1 ha Größe. Da die Planzone Bestandteil einer Untersuchungsfläche im Rahmen der SUP zum PAG der Gemeinde Mamer war, wurden kumulative Auswirkungen bereits in der SUP berücksichtigt. An dieser Stelle sei jedoch angemerkt, dass die Fläche im Besitz des Staates Luxemburg ist und demnach der Bodenverbrauch nicht in den Verbrauchswert der Gemeinde Mamer eingeht. Auch die Abwassersituation wurde im Rahmen der SUP detailliert analysiert. „Der Kläranlagenausbau berücksichtigt dabei bereits die geplanten Änderungen des PAG der Gemeinde Mamer sowie die Planungen der umliegenden Gemeinden Bertrange und Kehlen“ (2. Phase der SUP, LUXPLAN S.A. 2015). Demnach wird das Abwassernetz des Flüchtlingsdorfes direkt an die Kläranlage angeschlossen. Weitere kumulative Auswirkungen ergeben sich im Zusammenhang mit der Neuaufrstellung des PAG hinsichtlich des Artenschutzes. Diesen wird auch bereits auf Ebene des PAG durch die Festsetzung entsprechender Maßnahmen entgegengewirkt. In Anlehnung daran sind ebenfalls für die hier betrachtete Planfläche Maßnahmen erforderlich (s. Kapitel 2, Schutzgut Tiere, Pflanzen, biologische Vielfalt).



LUXPLAN S.A.

5

2 UMWELTERHEBLICHKEITSPRÜFUNG

Die Planzone liegt südöstlich der Ortschaft Mamer zwischen den Fluren „ënnert Ätersteen“ und „an Héiwéng“. Es handelt sich um ein Areal von insgesamt etwa 1 ha, das derzeit landwirtschaftlich genutzt wird. Von Nordost bis West wird die Fläche von einem Wirtschaftsweg gerahmt. Über diesen ist sowohl die Europaschule als auch das Lycée Josy Bartel an den westlich der Planzone gelegenen Bahnhof angebunden. Die Europaschule befindet sich südöstlich der Planzone, das Lycée Josy Bartel nordöstlich von dieser.

Die Zone liegt auf knapp 300 m ü.NN. und fällt leicht nach Südosten ab. Im südlichen Randbereich der Fläche sowie im Nordwesten befinden sich Gehölzstrukturen, während die übrige Fläche strukturlos gehalten ist. Lediglich entlang der Parzellengrenze zwischen den landwirtschaftlich genutzten Flächen, ist ein schmaler Grünstreifen zu erkennen, welcher den östlichen Teil der Fläche von Nord nach Süd durchzieht.

Die Planung sieht vor, dass für die gesamte Fläche des Flüchtlingsdorfes ein eigenständiger Plan d'occupation du sol ausgearbeitet wird, um das in seiner Nutzung und Anlage zeitlich begrenzte Containerdorf zu errichten. Dieses soll nach dem aktuellen Kenntnisstand (20.10.2015) drei separate Blöcke umfassen, die quer zueinander angeordnet werden. Insgesamt sind auf zwei Etagen ca. 150 Wohneinheiten geplant. Neben den Wohneinheiten sind ebenfalls Technik-, Verwaltungs-, Gemeinschafts- und Sozialräumlichkeiten vorgesehen. Insgesamt sind in den drei Blöcken, auf zwei Etagen 150 Wohneinheiten angedacht.

Die Erschließung der Fläche erfolgt über den westlich, parallel zu den Bahnschienen verlaufenden Wirtschaftsweg. Die Trink- und Löschwasserversorgung ist laut Aussagen der AGE gesichert. Das Abwassernetz des Flüchtlingsdorfes wird direkt an das gemeindliche Kanalsystem angebunden. Die Niederschläge werden in einem offenen Retentionsbecken südlich der Planzone zwischengepuffert und in einem offenen, naturnahgestalteten Graben mit dem temporären Bachlauf verbunden. Die Gesamtanlage wird mit einer Zaun- und Toranlage eingefriedet.

Folgende Planausschnitte geben einen Überblick über die geplante Ausrichtung des Containerdorfes (Abb. 2).



LUXPLAN S.A.

6



Abb. 2 Planausschnitt zur Anlage des Containerdorfes, links: Erdgeschoss (EG), rechts: 1. Obergeschoss (OG), Planungsstand: 25.09.2015, Quelle: Metaform – atelier d'architecture.

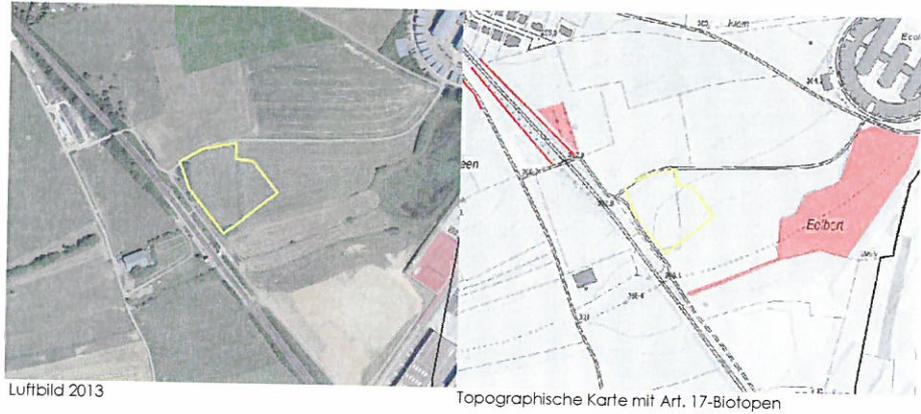
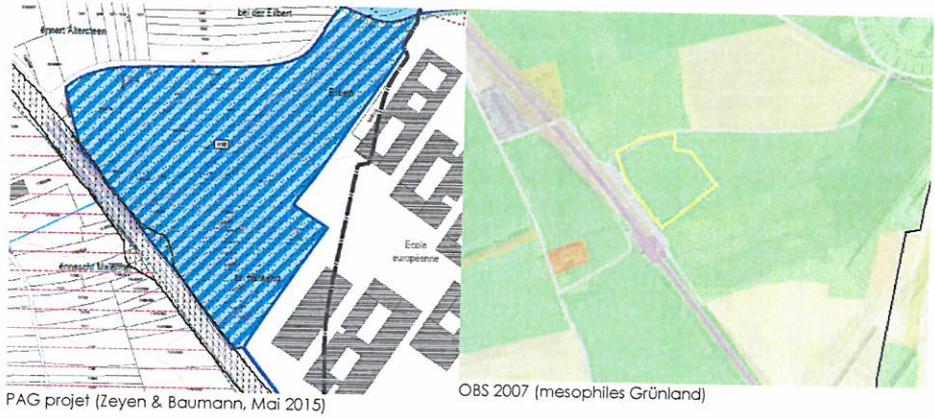


LUXPLAN S.A.

7

Datenblatt „Flüchtlingsdorf Mamer“:

- Gemeinde:** Mamer
- Ortschaft:** Mamer
- Flurname:** énnert Ältersteen – an Héiwéng
- Flächengröße:** 1,0 ha
- PAG Projekt:** POS „Campus scolaire Tosseberg et environs“ – ZBEP, ZAD
- Planung:** POS Flüchtlingsdorf
- OBS:** Mesophiles Grünland
- SUP:** UEP

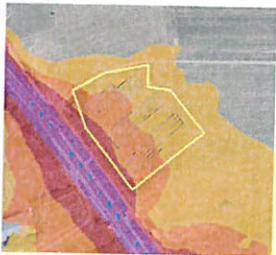


LUXPLAN S.A.

Analyse der Erheblichkeit potenzieller Umweltauswirkungen auf die Schutzgüter		Wirkungen von / durch													
		Flächeninanspruchnahme, Versiegelung, Landschaftsverbrauch	Nutzungs- und Strukturänderung	Zerschneidung (Landschaftsräume, Wildtierkorridore, Frischluftschneisen etc.)	Geländeveränderungen, Trenn- oder Barriereerwirkung etc.	Eingriff in Wasseregime (qualitativ und quantitativ)	Störfaktoren wie Lärm, Erschütterung, Licht, magnetische Abstrahlung, elektrische und magnetische Felder, etc.	Luftschadstoffe (gas- und partikelbindig, Geruch)	Schadstoffe englischer Art und Abwässer (Altlasten, Kometensatzablastung, etc.)	Visuelle, ästhetische Änderungen	Naturgefahren (Rutschungen, Überflutungen, etc.)	Anhäufen von Auswirkungen	Sonstige Effekte		
Wirkungen auf	Schutzgut Bevölkerung und Gesundheit des Menschen	Gesundheit u. Wohlbefinden	II	II	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I
	Wohnen	Wohnen	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I
		Erholen	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I
		Land- und Forstwirtschaft	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I
	Mobilität	Mobilität	II	II	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I
		Tiere	II	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III
	Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt	Pflanzen	II	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III
		Lebensräume national (Art. 17) und EU geschützte Lebensräume	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III
		nationale und EU geschützte Tiere und Pflanzen	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III	III
		europäische/ nationale/ internationale/ kommunale Schutzgebiete	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II
		Schutzgut Böden	Bodenqualität	III	III	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I
	Schutzgut Wasser	Grundwasser	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	
		Überschneidungswasser	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	
		Trinkwasserschutzgebiete	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	
	Schutzgut Klima und Luft	Luft	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	
Meso- und Mikroklima		II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II		
Schutzgut Landschaft	Landschaftsbild	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II		
	Stadt- / Ortsbild	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II	II		
Schutzgut Kultur- und Sachgüter	Sachgüter	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I		
	Kulturgüter	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I		
Sonstige		I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I	I		



LUXPLAN S.A.

Betrifft: Gemeinde Mamer, Ortschaft Mamer, „Flüchtlingsdorf Mamer“	Umweltauswirkungen	
	erhebliche Beeinträchtigung ja / nein	Beschreibung der Auswirkungen sowie der verwendeten Unterlagen / Datenquellen (erhebliche und nicht erhebliche Auswirkungen) 4)
<p>Schutzgut Bevölkerung und Gesundheit des Menschen</p>	nein	<p>Die etwa 1 ha große Planfläche liegt südöstlich der Ortschaft Mamer. Die Fläche ist Teil eines landwirtschaftlich genutzten Areal, welches weiträumig von Wohnbebauung, Schulstandorten (Lycée Josy Bartel und Europaschule) und Bahngleisen eingerahmt ist. Der Ortsrand von Mamer liegt ca. 240 m in nördliche Richtung, in ca. 270 m Entfernung in nordöstliche Richtung befindet sich das Lycée Josy Bartel und ca. 230 m entfernt beginnt der Campus der Europaschule. Nach derzeitigem Kenntnisstand sind in dem Containerdorf insg. 150 Wohneinheiten vorgesehen. Ebenso sind Parkplätze und ein Retentionsbecken vorgesehen.</p> <p>Mobilität: Durch den Wirtschaftsweg, welcher die Schulstandorte mit der Bahnhofstation, die sich etwa auf der Höhe des geplanten Containerdorfs befindet, verbindet, ist eine Erschließung der Fläche möglich. Durch die Bahnhaltestelle Mamer, Lycée welche unmittelbar an das Containerdorf angrenzt, ist eine direkte Erreichbarkeit des öPNV gegeben. Die Bushaltestelle Bertrange, Ecole Européenne II ist ca. 500 m Mamer von der Planzone entfernt, eine weitere Bushaltestelle (Mamer, Lycée) befindet sich in ca. 660 m Entfernung.</p> <p>Lärm: Die Planzone liegt vollständig im Lärmeinzugsbereich der Bahngleise. Mit einem Schalldruckpegel (Lden) von 65-70 dB(A) ist der westliche Randbereich der Fläche als Lärmschwerpunktbereich zu definieren. Da die Container jedoch außerhalb dieses Bereichs liegen, sind keine zwingenden Lärmschutzmaßnahmen erforderlich. Der nächtliche Schalldruckpegel (Lnight) liegt im Westen der Fläche zwischen 55 und 60 dB(A) – und überschreitet damit ebenfalls die Grenzwerte für einen Lärmbrennpunkt. Da jedoch im Wesentlichen das zentrale Containergebäude betroffen ist und hier nach aktuellem Planungsstand (20.10.2015) keine Schlafräume im besagten Bereich liegen, kann ebenfalls von zwingenden Lärmschutzmaßnahmen abgesehen werden.</p> <p>Elektromog: Hochspannungsleitungen und GSM-Antennen sind nicht im direkten Umfeld verortet.</p> <p>Stoffliche Belastungen: keine bekannt (s. Schutzgut Boden).</p> <p>Naturgefahren: keine bekannt (s. Schutzgut Tiere, Pflanzen, biologische Vielfalt sowie Boden und Wasser).</p> 
<p>Schutzgut Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt</p>	nein	<p>Schutzgebiete: Jenseits der Bahnstrecke beginnt das EU-Vogelschutzgebiet „Région du Lias moyen“ (LU0002017) – ehemals IBA-Gebiet Nr.9. Die Entfernung zur Planzone beträgt ca. 30 m, demnach ist weder das Gebiet selber noch der 30 m-Abstandspuffer durch einen Flächenentzug</p>



LUXPLAN S.A.

10

		<p>betroffen. Das Vogelschutzgebiet umfasst eine Größe von 5735,37 ha und erstreckt sich über 12 Gemeinden. Mehr als die Hälfte der Fläche unterliegt landwirtschaftlicher Nutzung – wovon wiederum 2/3 als Weideland genutzt werden. Der übrige Bereich des Schutzgebietes ist von Laubwald bedeckt. Zum einen sind hier Offenlandarten wie Rot- und Schwarzmilan, Raubwürger und Neuntöter sowie der Steinkauz als Zielarten gelistet. Zum anderen dienen die Ackerflächen insbesondere den ebenfalls als Zieltart gelisteten Arten Wachtel, Feldlerche, Rebhuhn sowie den genannten Lanius-Arten als Lebensraum¹.</p> <p>Gebietspezifischer Artenschutz: Während die Analyse der avifaunistischen Daten (COL 2012) Sichtungungen des Schwarzmilans sowie des Gartenrotschwanzes auf bzw. im Umkreis der Planzone ergeben hat, scheinen die aktiv genutzten Lebensräume von z. B. Neuntöter, Raubwürger und Schafstelze südlich der Bahngleise, innerhalb des Schutzgebietes zu liegen. Auch für weitere großräumig agierende Greifvogelarten, die als Zieltart im Schutzgebiet gelistet sind, wie z. B. Rotmilan stellt die Fläche ein mögliches Habitat dar. Zwar bietet die Fläche Habitatpotential für einige der Zielarten des Schutzgebietes, jedoch wird dieses aufgrund der Störungsintensität der nahegelegenen Bahngleise sowie der umliegenden, weiteren Potentialflächen als gering betrachtet. Eine Beeinträchtigung des Schutzgebietes wird demnach nicht erwartet.</p> <p>Genereller Artenschutz: Mit Neststandorten, Ruheplätzen sowie Rast- und Überwinterungsplätzen im Sinne des Art. 20 und 28 NatSchG wird hinsichtlich der Habitatausstattung der Fläche nicht gerechnet.</p> <p>Habitate geschützter Arten: Wie bereits unter dem Aspekt „gebietspezifischer Artenschutz“ festgestellt, ist die Fläche Bestandteil von Habitaten einiger Zielarten des Schutzgebietes. Darüber hinaus kann laut ProChirap (2015), wenn auch nur eine temporäre Nutzung der Fläche durch das Große Mausohr nicht ausgeschlossen werden. Ein essentielles Jagdgebiet für Fledermäuse des Anhang 2 NatSchG sowie die Habitateignung für weitere Arten des Anhang 2 NatSchG kann ausgeschlossen werden. Hinsichtlich der (möglichen) Relevanz der Fläche für Arten des Anhang 2 und 3 NatSchG, ist ein Ausgleich für den Verlust an Grünland erforderlich. Die Ermittlung des notwendigen Kompensationsbedarfs erfolgt in Kapitel 3. Sofern dieser umgesetzt wird, wird nicht mit erheblichen Auswirkungen auf das Schutzgut Tiere, Pflanzen, biologische Vielfalt gerechnet.</p> <p>Geschützte Biotope und Habitate: Auf der Planzone sind weder nach Art. 17 NatSchG geschützte Biotope noch nach Art. 17 geschützte Lebensräume des Anhang 1 NatSchG verzeichnet. Gemäß dem Biotopkataster der Gemeinde sind südlich bis südöstlich der Fläche, im Geländetiefpunkt sowie südlich des temporären Fließgewässers, Nassbrachen sowie Quellsumpf-Bereiche verortet, die den Kriterien nach Art. 17 NatSchG entsprechen. Diese könnten durch das Regenwasserkonzept für die Planzone positiv gestärkt werden.</p>
--	--	--

¹ Description des Zones de Protection Spéciale supplémentaires à désigner, respectivement à modifier, MDDI-DE, 19.01.2015.



LUXPLAN S.A.

11

Schutzgut Boden	nein	<p>Bodenart: Auf dem Gestein des Unteren Lias haben sich schwach bis mäßig vergleyte, tonige Parabraunerden gebildet.</p> <p>Relief: Die Fläche ist relativ eben gelegen. Bei einer Hangneigung von ca. 2-5° fällt das Areal nach Südosten nur leicht ab.</p> <p>Bodenverbrauch/-versiegelung: Im Falle einer Umklassierung und Bebauung der Planzone geht Boden inklusive seiner Funktionen im Naturhaushalt verloren. Der Bodenverbrauch geht nicht dem Verbrauchswert der Gemeinde Mamer hinein, da die Fläche im staatlichen Besitz ist. Da das Containerdorf von temporärer, wenn auch ungewisser Dauer ist, wird zunächst nach Abschluss der Nutzung des Standortes mit einer Entseigerung der Fläche gerechnet. Hinsichtlich des in Prozedur befindlichen PAG projets der Gemeinde Mamer, ist jedoch eine langfristige Nutzung der Planzone sowie der südlich und östlich angrenzenden Flächen im Rahmen des POS „Campus scolaire Tossebiert et environs“ (BEP, ZAD) wahrscheinlich. Kurz- bis mittelfristige Überprägungen sind nicht angedacht, was sich u.a. durch die ZAD-Ausweisung ausdrückt.</p> <p>Alllasten: Auf oder angrenzend der Fläche sind keine Alllasten oder Alllastenverdachtsflächen bekannt.</p> <p>Stoffeintragung: Bodengefährdende Stoffe/Immissionen gehen normalerweise nicht von der geplanten Nutzung aus.</p>
Schutzgut Wasser	nein	<p>Trinkwasser & Trinkwasserschutzzonen: Die Fläche befindet sich nicht innerhalb einer (provisorischen) Trinkwasserschutzzone. Die Trink- und Löschwasserversorgung ist laut Aussage der AGE gesichert.</p> <p>Grundwasser: Grundwasserquellen oder -bohrungen sind nicht auf der Fläche vorhanden. Eingriffe in den Grundwasserleiter Luxemburger Sandstein gehen nicht von der Planung aus.</p> <p>Oberflächengewässer: Auf der Planfläche selber sind keine Oberflächengewässer vorhanden. Südlich der Fläche verläuft ein temporärer Bachlauf von West nach Ost, entlang dessen sich ein Nassbrachen/Quellsumpf-Gebiet (Art. 17 Biotop) entwickelt hat, welches sich im weiteren Verlauf im Geländetiefpunkt südöstlich der Planzone auf mehr als 1 ha ausdehnt. Aufgrund des Schutzstatus ist eine nachteilige Beeinflussung dieser Biotope (ohne Ausnahmegenehmigung seitens des Ministeriums sowie die Durchführung von Kompensationsmaßnahmen) nicht rechters. Die derzeitige Planung sieht die Einbindung dieses Bachlaufs in das Regenwasserbewirtschaftungskonzept vor, indem das anfallende Regenwasser durch einen offenen und naturnah gestalteten Graben in den Bachlauf geleitet wird. Dem Einlauf des Regenwassers in diesen Bachlauf ist ein offenes Retentionsbecken vorgeschaltet.</p> <p>Überschwemmungsgebiete: Im Bereich sowie weiteren Umkreis der Planzone sind keine Überschwemmungsgebiete vorhanden.</p> <p>Versiegelungsgrad: Grundsätzlich sollte der Versiegelungsgrad minimal gehalten werden, um eine maximale Infiltrationsrate zu ermöglichen. Der durch die Zunahme der Versiegelung steigende</p>



		<p>Oberflächenabfluss soll sukzessive über Rückhaltmaßnahmen dem Wasserhaushalt zugeführt werden.</p> <p>Abwasser: Nach Aussage der AGE ist eine Anbindung des Containerdorfes an die Kläranlage Mamer möglich, da ausreichend Kapazitäten vorhanden sind. Demnach wird das Abwassernetz des Flüchtlingsdorfes direkt an das gemeindliche Kanalnetz angeschlossen.</p>
Schutzgut Klima und Luft	nein	<p>Aufgrund der leichten Hangneigung der Zone sind derzeit Kaltluftabflüsse möglich. Im Normalfall sammeln sich primär südöstlich der Planzone, entlang der Tiefenlinie Kalt- und Frischluft an. Die Errichtung des Containerdorfes auf der Planzone kann hinsichtlich der Barrierewirkung die Abflussbahn von Kaltluft beeinflussen. Lediglich geringe Auswirkungen auf das Mikroklima sind die Folge.</p>
Schutzgut Landschaft	nein	<p>Landschaftsbild: Die Planzone liegt zwischen zwei Wirtschaftswegen, welche die Fläche von Südwest bis Nordost begrenzen. Parallel zum westlichen Flächenrand verläuft eine Bahnstrecke, inkl. Bahnhof (Mamer, Lycée). Der Hang weist eine geringe Neigung (2-5°) auf und mit knapp 300 m ü. NN. befindet sich die Fläche in einer leicht exponierten Lage. Auch vor dem Hintergrund der umliegenden, strukturlosen Flächen, sind abschirmende Maßnahmen z. B. in Form von Heckenstrukturen oder Baumreihen aus einheimischen und standortgerechten Gehölzen zu empfehlen.</p> <p>Ortsbild: Die Nutzung der Planzone hat aufgrund ihrer Lage ca. 240 m außerhalb der Ortschaft Mamer keine Auswirkungen auf das Ortsbild.</p> <p>Zielvorgaben des PSP: Obwohl der PSP zurückgezogen wurde und demnach nicht rechtskräftig ist, sind die Zielvorgaben (Stand: Juni 2014) zu berücksichtigen. Die vorgesehene Nutzung der Planzone hat keine Auswirkungen auf die Zielvorgaben des PSP.</p>
Schutzgut Kultur- und Sachgüter	nein	<p>Erhebliche Auswirkungen werden nicht erwartet, da sich die Planfläche nicht in einem Bereich bekannter, archäologischer Fundstätten befindet. Das CNRA empfiehlt jedoch Planern und Gemeinden im Falle der Überplanung von unbebauten Flächen, die größer als 0,3 ha sind, die Durchführung von archäologischen Probebohrungen zur Sicherung bedeutsamer Funde. Demnach ist vor Beginn der Baumaßnahmen das CNRA zu informieren.</p>
Sonstige	nein	<p>Von sonstigen negativen Effekten wird nicht ausgegangen.</p>



3 ÖKOBILANZIERUNG DES EINGRIFFS

Die ökologische Wertigkeit des Eingriffsbereichs wird basierend auf der vom Ministère de Développement Durable et des Infrastructures – Département de l'Environnement herausgegebenen Biotop-Klassifizierung „Definition der Biotope/Habitats – Ökobonus“ (Efor-Ersa, Version 10/2013) ermittelt und bewertet.

Zunächst wird die Bestandssituation erfasst, anschließend erfolgt eine Gegenüberstellung mit der Plansituation. Eine negative Differenz zwischen dem Punktwert der Planung und dem des Bestandes ergibt den Kompensationsbedarf.

3.1 BESTANDSSITUATION

Zur Ermittlung der Bestandssituation werden die vorhandenen Biotope bzw. Biotoptypen nach ihrem Bewertungscode den zugehörigen Grundwerten zugeordnet. Aus den Flächenansätzen und den Grundwerten ergibt sich die Wertigkeit je Biotoptyp, und in der Summe aller Biotoptypen, die Gesamtwertigkeit für das Plangebiet. Generell ausgleichspflichtig sind nach Art. 17 geschützte Biotope, Habitats und Habitats geschützter Arten.

Im vorliegenden Fall sind keine nach Art. 17 NatSchG geschützten Biotope oder Habitats betroffen. Eine Bilanzierung des Eingriffs ist dennoch notwendig, da die Planzone als Habitat geschützter Arten identifiziert wurde (s. ProChirap 2015 bzw. PAG projet, Mai 2015). ProChirap (2015) führt an, eine temporäre Nutzung der Grünflächen durch das Große Mausohr (einer Art des Anhang 2 NatSchG) „wahrscheinlich“ ist. Darüber hinaus wird in der SUP zum PAG der Gemeinde Mamer auch das Potential der Fläche als Habitat für verschiedene Vogelarten (des Anhang 3 NatSchG) benannt. Die Notwendigkeit von Kompensationsmaßnahmen wurde auch in der Partie écrite festgeschrieben (Zeyen+Baumann, Mai 2015).

Hinsichtlich der artenschutzrechtlichen Aspekte (Habitats geschützter Arten) ist die Aufwertung des Grundwertes der Grünfläche durch den Faktor 1,5 bis 4 erforderlich. Aufgrund der lediglich temporären Nutzung der Fläche durch das Große Mausohr sowie des opportunen Jagdverhaltens möglicherweise betroffener Greifvogelarten (z. B. Rotmilan) der geringste Aufwertungsfaktor (1,5) angewandt. Dazu kommt der Störungsdruck durch die umliegenden Schulstandorte sowie die angrenzenden Bahnschienen, inkl. Bahnhof.



LUXPLAN S.A.

14

Die Bilanzierung der Fläche ist der nachfolgenden Tabelle zu entnehmen. Unter Berücksichtigung des Aufwertungsfaktors 1,5 resultiert die vorgesehene Umnutzung der Fläche in einen Verlust von 140.000 Ökopunkten.

Tab. 1: Innerhalb des Eingriffsbereichs vorhandene Habitats geschützter Arten, die gemäß Art. 17 NatSchG gesetzlichem Schutz unterliegen, sowie deren Bewertung.

Code	Biotoptyp	Grundwert	Aufwertung (Grundwert *1,5)	Fläche (m ²)	Ökopunkte
3.5.4	Intensivwiese	9	14	10.000	140.000

3.2 KOMPENSATIONSMAßNAHMEN

Da im Bereich der Planzone keine adäquaten Ausgleichsmaßnahmen u. a. aufgrund der geringen Größe der Fläche sowie der Habitatansprüche der betroffenen Arten nicht möglich sind, wird die Umsetzung möglicher Kompensationsmaßnahmen im direkten Umkreis der Fläche vorgeschlagen. Diesbezüglich wäre es zu empfehlen die derzeit intensiv genutzte Wiese, die sich über die Planzone hinaus erstreckt, zu extensivieren. Eine Bilanzierung dieser Maßnahme erfolgt in nachstehender Tabelle. Um mit dieser Maßnahme den gesamten Eingriff ausgleichen zu können, wird eine Fläche von 1 ha Größe benötigt. Vorzugsweise sind Bereiche auszuwählen, die an das, nach Art. 17 NatSchG geschützte Biotop „Nassbrache / Quellsumpf“ südlich der Planzone angrenzen, um gleichzeitig, durch die Pufferfunktion, eine positive Auswirkung auf das Feuchtbiotop zu erzielen. Alternativ ist die Optimierung der Bereiche entlang des temporären Bachlaufes denkbar. Vor dem Hintergrund des Feuchtegehaltes in diesem Bereich wäre ähnlich der Nassbrache eine entsprechende Vegetation auszubilden und die Bereiche ebenfalls extensiv zu nutzen (s. Tab. 3). Durch diese Maßnahme wird ein Areal von geringerer Größe benötigt, als bei einer reinen Extensivierung (Entwicklung einer Magerwiese/-weide) erforderlich wäre. Auch ist eine Kombination beider Varianten möglich (s. Tab. 4).



LUXPLAN S.A.

15

Tab. 2: Mögliche Kompensationsmaßnahme: Extensivierung von intensiv genutztem Grünland.

Code	Biotoptyp	Planungswert	Planungswert (Differenz zum Bestand)	Fläche (m ²)	Ökopunkte
3.5.2	Magerweide (magere Mähweide) frischer Standorte (Differenz zu bestehender Intensivwiese)	22	13	10.800	140.000

Tab. 3: Mögliche Kompensationsmaßnahme: Extensiv genutztes Feucht- und Nassgrünland.

Code	Biotoptyp	Planungswert	Planungswert (Differenz zum Bestand)	Fläche (m ²)	Ökopunkte
3.5.9	Sonstiges extensives Feucht- und Nassgrünland (Differenz zu bestehender Intensivwiese)	28	19	7.400	140.000

Tab. 4: Kombination beider Maßnahmen.

Code	Biotoptyp	Planungswert	Planungswert (Differenz zum Bestand)	Fläche (m ²)	Ökopunkte
3.5.2	Magerweide (magere Mähweide) frischer Standorte (Differenz zu bestehender Intensivwiese)	22	13	4.300	55.900
3.5.9	Sonstiges extensives Feucht- und Nassgrünland (Differenz zu bestehender Intensivwiese)	28	19	4.500	85.500
Summe				8.200	141.400

Hinsichtlich der Ausweisung der Planzone sowie der angrenzenden Flächen im derzeit in Prozedur befindlichen PAG projet als Zone de bâtiments et d'équipements publics, welche mit einer Zone d'aménagement différé überlagert ist und zum POS „Campus



LUXPLAN S.A.

16

scolaire Tosseberg et environs" zählt, ist die langfristige Sicherung dieser Maßnahmen fragwürdig. Dieser Aspekt ist bei einer möglichen Flächeninanspruchnahme im Rahmen des genannten POS zu berücksichtigen. Demnach wäre im Falle einer erneuten Überplanung dieser Kompensationsumfang erneut auszugleichen.



LUXPLAN S.A.

17

4 FAZIT

Die Umwelterheblichkeitsprüfung zum POS für die Errichtung eines, sowohl in der Nutzung als auch in der Anlage, zeitlich begrenzten Flüchtlingsdorfes in Mamer zwischen den Fluren „ënnert Ältersteen“ und „an Héiwéng“ zeigt, dass hinsichtlich der zu prüfenden Schutzgüter mit keinen erheblichen negativen Auswirkungen zu rechnen ist, wenn entsprechende Minderungsmaßnahmen ergriffen werden. Diese Maßnahmen betreffen insbesondere das Schutzgut „Pflanzen, Tiere, biologische Vielfalt“.

Da die Fläche aufgrund ihrer derzeitigen Nutzung ein Habitat von Arten der Anhänge 2 und 3 NatSchG darstellt, wird bei einer Überplanung dieser Habitate eine Ausnahmegenehmigung des Umweltministeriums erforderlich (Art. 17 NatSchG). Unter Annahme der Genehmigung könnte der durch die Planumsetzung entstandene Verlust in Form einer Extensivierung von ca. 1 ha der über die Planzone hinausgehenden Intensivwiese kompensiert werden.

Da von der Überplanung der Zone keine nationalen und europäischen Schutzgebiete betroffen sind und auch keine nachteiligen Auswirkungen auf planungsrechtlich relevante Tier- und Pflanzenarten zu vermuten sind, ist eine Vorprüfung der FFH-Verträglichkeit (Screening) im Falle der betrachteten Planzone nicht erforderlich.

Eine tiefergehende Betrachtung in der 2. Phase der strategischen Umweltprüfung □ der Detail- und Ergänzungsprüfung □ ist unter Einhaltung der genannten Minderungsmaßnahmen nach Ansicht des Studienbüros nicht erforderlich.





LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère du Développement durable
et des Infrastructures

Département de l'aménagement
du territoire

Affaire suivie par : Bob Wealer

Madame Carole Dieschbourg,
Ministre de l'Environnement
4, place de l'Europe
L- 1499 Luxembourg

Luxembourg, le 13 novembre 2015

Objet: Demande d'avis pour une dérogation de l'obligation d'évaluation environnementale dans le cadre du projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer », dont l'avant-projet de règlement grand-ducal porte également abrogation partielle du plan d'occupation du sol « Campus scolaire Tossebiérg et environs » déclaré obligatoire par règlement grand-ducal du 13 mai 2008.

Madame la Ministre,

Dans le cadre de l'élaboration du projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer », mes services ont procédé à une évaluation sommaire des incidences environnementales. Celle-ci conclut qu'aucune incidence notable n'est à attendre lors de la mise en œuvre du plan susmentionné.

L'avant-projet de règlement grand-ducal du plan d'occupation du sol en question porte également abrogation partielle du plan d'occupation du sol « Campus scolaire Tossebiérg et environs » déclaré obligatoire par règlement grand-ducal du 13 mai 2008. Même si une abrogation d'un plan d'occupation du sol n'est pas d'office exempt d'une évaluation environnementale stratégique, mes services estiment qu'elle n'est toutefois pas nécessaire dans ce cas, car la modification du plan n'est que mineure et n'affecte seulement de petites zones au niveau local.

Je vous prie de me faire parvenir votre avis sur les documents joints conformément aux articles 2(3) et 6(3) de la loi du 22 mai 2008 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement.

Je vous prie de croire, Madame la Ministre, en l'expression de mes salutations les plus distinguées.

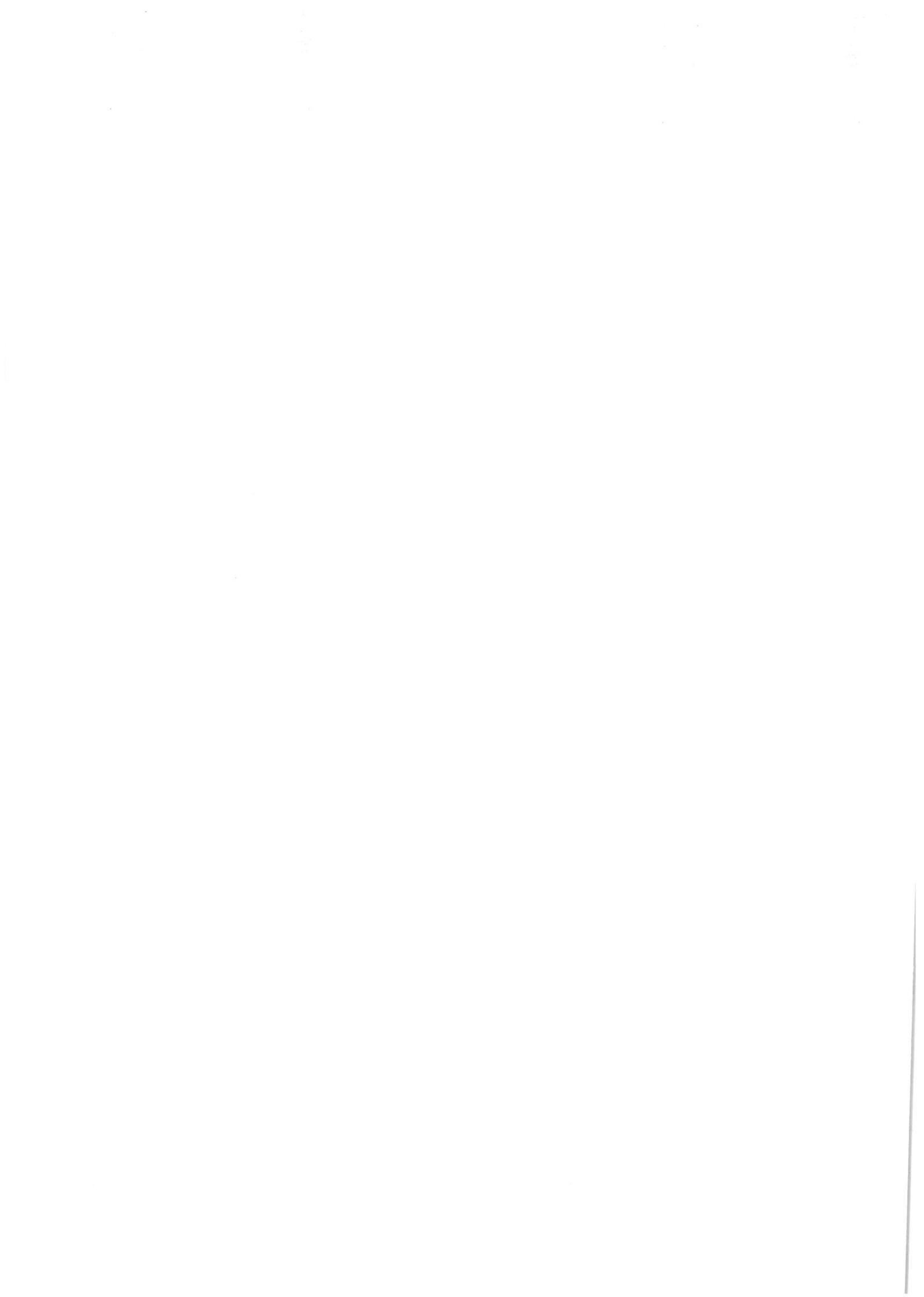
Le Ministre du Développement
durable et des Infrastructures



François Bausch

Annexes:

- Projet de plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer », portant également abrogation partielle du plan d'occupation du sol « Campus scolaire Tossebiert et environs » déclaré obligatoire par règlement grand-ducal du 13 mai 2008.
- Evaluation sommaire des incidences environnementales





FICHE D'ÉVALUATION D'IMPACT MESURES LÉGISLATIVES, RÉGLEMENTAIRES ET AUTRES

Coordonnées du projet

Intitulé du projet :	Avant-projet de règlement grand-ducal du XXX déclarant obligatoire le plan d'occupation du sol « Structure provisoire d'accueil d'urgence pour demandeurs de protection internationale, déboutés de la procédure de protection internationale et bénéficiaires d'une protection internationale à Mamer
Ministère initiateur :	Ministère du Développement durable et des Infrastructures (département de l'Aménagement du territoire).
Auteur(s) :	Renée Hostert.
Téléphone :	247-86931
Courriel :	renee.hostert@mat.etat.lu
Objectif(s) du projet :	Il s'agit de prévoir l'élaboration d'un règlement grand-ducal déclarant obligatoire un plan d'occupation tout en déclarant obligatoire l'abrogation partielle d'un POS existant.
Autre(s) Ministère(s) / Organisme(s) / Commune(s) impliqué(e)s	<ul style="list-style-type: none">• Haut-Commissariat à la protection nationale• Ministère de la Famille et de l'Intégration et à la Grande Région OLAI (Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration)• Ministère des Affaires étrangères et européennes Direction de l'Immigration Armée• Ministère du Développement durable et des Infrastructures Département de l'Environnement Département des Travaux publics Administration des Bâtiments Publics• Ministère de la Sécurité intérieure Police grand-ducale• Ministère de l'Intérieur Direction des Affaires communales Direction de l'Aménagement communal et du Développement urbain Direction du Service de contrôle de la comptabilité des communes• Les administrations communales de Diekirch, Junglinster, Mamer et Steinfort



Date :

02/12/2015



Mieux légiférer

1 Partie(s) prenante(s) (organismes divers, citoyens,...) consultée(s) : Oui Non

Si oui, laquelle / lesquelles : les observations écrites des intéressés /les avis des communes territorialement concernées sur lesdites observations + les avis des communes sur le projet de plan en tant que tel

Remarques / Observations : l'enquête publique étant encore en cours, nul avis, ni observation ne nous est encore parvenus

2 Destinataires du projet :

- Entreprises / Professions libérales :

Oui Non

- Citoyens :

Oui Non

- Administrations :

Oui Non

3 Le principe « Think small first » est-il respecté ?
(c.-à-d. des exemptions ou dérogations sont-elles prévues suivant la taille de l'entreprise et/ou son secteur d'activité ?)

Oui Non N.a. ¹

Remarques / Observations : N.a.

¹ N.a. : non applicable.

4 Le projet est-il lisible et compréhensible pour le destinataire ? Oui Non

Existe-t-il un texte coordonné ou un guide pratique, mis à jour et publié d'une façon régulière ? Oui Non

Remarques / Observations : N.a.

5 Le projet a-t-il saisi l'opportunité pour supprimer ou simplifier des régimes d'autorisation et de déclaration existants, ou pour améliorer la qualité des procédures ? Oui Non

Remarques / Observations : N.a.



6

Le projet contient-il une charge administrative² pour le(s) destinataire(s) ? (un coût imposé pour satisfaire à une obligation d'information émanant du projet ?)

Oui Non

Si oui, quel est le coût administratif³ approximatif total ?
(nombre de destinataires x
coût administratif par destinataire)

N.a.

² Il s'agit d'obligations et de formalités administratives imposées aux entreprises et aux citoyens, liées à l'exécution, l'application ou la mise en œuvre d'une loi, d'un règlement grand-ducal, d'une application administrative, d'un règlement ministériel, d'une circulaire, d'une directive, d'un règlement UE ou d'un accord international prévoyant un droit, une interdiction ou une obligation.

³ Coût auquel un destinataire est confronté lorsqu'il répond à une obligation d'information inscrite dans une loi ou un texte d'application de celle-ci (exemple : taxe, coût de salaire, perte de temps ou de congé, coût de déplacement physique, achat de matériel, etc.).

7

a) Le projet prend-il recours à un échange de données inter-administratif (national ou international) plutôt que de demander l'information au destinataire ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

/

b) Le projet en question contient-il des dispositions spécifiques concernant la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel⁴ ?

Oui Non N.a.

Si oui, de quelle(s) donnée(s) et/ou administration(s) s'agit-il ?

/

⁴ Loi modifiée du 2 août 2002 relative à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel (www.cnpd.lu)

8

Le projet prévoit-il :

- une autorisation tacite en cas de non réponse de l'administration ? Oui Non N.a.
- des délais de réponse à respecter par l'administration ? Oui Non N.a.
- le principe que l'administration ne pourra demander des informations supplémentaires qu'une seule fois ? Oui Non N.a.

9

Y a-t-il une possibilité de regroupement de formalités et/ou de procédures (p.ex. prévues le cas échéant par un autre texte) ?

Oui Non N.a.

Si oui, laquelle :

/

10

En cas de transposition de directives communautaires, le principe « la directive, rien que la directive » est-il respecté ?

Oui Non N.a.



Sinon, pourquoi ?

/

11 Le projet contribue-t-il en général à une :

- a) simplification administrative, et/ou à une
b) amélioration de la qualité réglementaire ?

Oui Non
 Oui Non

Remarques / Observations : N.a.

12 Des heures d'ouverture de guichet, favorables et adaptées aux besoins du/des destinataire(s), seront-elles introduites ?

Oui Non N.a.

13 Y a-t-il une nécessité d'adapter un système informatique auprès de l'Etat (e-Government ou application back-office)

Oui Non

Si oui, quel est le délai pour disposer du nouveau système ?

N.a.

14 Y a-t-il un besoin en formation du personnel de l'administration concernée ?

Oui Non N.a.

Si oui, lequel ?

N.a.

Remarques / Observations : N.a.



Egalité des chances

15

Le projet est-il :

- principalement centré sur l'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non
- positif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

- neutre en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez pourquoi :

N.a.

- négatif en matière d'égalité des femmes et des hommes ? Oui Non

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

16

- Y a-t-il un impact financier différent sur les femmes et les hommes ? Oui Non N.a.

Si oui, expliquez
de quelle manière :

N.a.

Directive « services »

- 17 Le projet introduit-il une exigence relative à la liberté d'établissement soumise à évaluation⁵ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire A, disponible au site Internet du
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁵ Article 15 paragraphe 2 de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)

- 18 Le projet introduit-il une exigence relative à la libre prestation de services transfrontaliers⁶ ? Oui Non N.a.

Si oui, veuillez annexer le formulaire B, disponible au site Internet du
Ministère de l'Economie et du Commerce extérieur :

www.eco.public.lu/attributions/dg2/d_consommation/d_march_int_rieur/Services/index.html

⁶ Article 16, paragraphe 1, troisième alinéa et paragraphe 3, première phrase de la directive « services » (cf. Note explicative, p. 10-11)